

Etudes Statistiques Evaluation

Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités

Indicateurs régionaux :

emploi, marché du travail et politiques d'emploi

Les indicateurs économiques de la période observée (3ème trimestre 2021 pour l'emploi salarié, 4ème trimestre 2021 pour la demande d'emploi) sont très bons, et montrent que la région Pays de la Loire a retrouvé son niveau d'activité d'avant crise.

Ce constat d'ensemble est à nuancer, les activités étant plus ou moins impactées par les restrictions sanitaires, la désorganisation des transports internationaux, et l'augmention des coûts énergétiques.

On notera en particulier les difficultés persistantes d'approvisionnement dans les IAA et les industries métallurgiques et mécaniques, une chute importante de la demande dans la construction automobile, et des difficultés de recrutement qui freinent de nombreux secteurs.

Nouveau : au delà des données départementales réunies en page 6 pour l'emploi, une page 7 apparaît : elle présente, pour chacun des départements, les principaux chiffres des prestations sociales versées aux bénéficiaires ligériens.

L'activité économique est en hausse au 4ème trimestre 2021, y compris dans l'industrie (hors IAA et métallurgie, mécanique, automobile)

D'après l'enquête de la Banque de France auprès des chefs d'entreprises de la région, l'activité économique du mois de décembre 2021 est en hausse, comme elle l'a été au cours des deux mois précédents.

L'activité industrielle repart de l'avant, même si trois sous-secteurs (IAA, métallurgie et fabrication de machines et équipements) restent freinés par les problèmes d'approvisionnement. La demande, en croissance sauf dans l'automobile, permet d'envisager une hausse de l'activité début 2022.

De leur côté, les services marchands enregistrent une légère progression, mais le niveau d'activité devrait tout juste se stabiliser en janvier.

La construction continue sa progression dans sa composante bâtiment et repart à la hausse dans les travaux publics, avec des perspectives d'activité soutenue pour le 1er trimestre 2022.

Les préoccupations portent davantage, ce trimestre, sur la hausse du coût de l'énergie et des matières premières et sur les difficultés d'approvisionnement, devant les tensions sur les recrutements

Nouvelle baisse très prononcée de la demande d'emploi de cat. A. Comparés à ceux du T4-2019 (niveau d'avant crise), les chiffres sont meilleurs en catégorie A (-10%) comme en cat. ABC (-4%).

La demande d'emploi de catégorie A est de nouveau en baisse sur un trimestre en Pays de la Loire (-7,3%) comme en France métropolitaine (-6,2%). Celle des demandeurs d'emploi ayant eu un temps de travail réduit durant le trimestre (catégories B et C) se réduit elle aussi, légèrement (-1,1%, contre -0,2% en France).

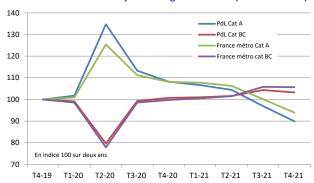
L'évolution annuelle en catégorie A consiste en une forte baisse, mesurée à -16,9% contre -13,2% en France, la comparaison sur deux ans révélant que le niveau actuel est nettement inférieur à celui d'avant crise (-10,1% pour les Pays

Considérées ensemble, les catégories A, B et C baissent nettement sur un trimestre (-4,2% en Pays de la Loire, -3,8% en France métropolitaine), avec des écarts annuels importants eux aussi (respectivement -8,1% et -6,0%). Le nombre régional des DE de cat. ABC est inférieur à celui d'avant crise (-3,8%). Alors que le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an en

cat. ABC était en hausse continue depuis le début de la crise, un 1er signe d'amélioration est apparu au 3ème trimestre 2021 et se confirme au 4ème trimestre avec un recul de 8,2% sur un an et un niveau à peine supérieur à celui du T4-2019.

* Date d'arrêt des chiffres : 4ème trimestre 2021 pour la demande d'emploi et les contrats aidés, 3ème trimestre 2021 pour l'emploi salarié, l'intérim et le taux de chômage, ainsi que pour les prestations sociales en région Pays de la Loire. Dates particulières : 2ème trimestre 2021 pour l'insertion par l'activité économique, 3ème trimestre 2021 pour l'apprentissage.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi - Catégories A et BC (séries CVS-CJO)



Demandeurs d'emploi inscrits en fin de trimestre⁽¹⁾

	4ème trim.	Var. (en	%) sur
	2021	1 trim.	1 an
Pays de la Loire :			
Données CVS-CJO			
Catégorie A	147 440	- 7,3	- 16,9
Catégories B, C	152 570	- 1,1	+ 2,5
Catégories A, B, C	300 020	- 4,2	- 8,1
France métropolitaine :			
Données CVS-CJO			
Catégorie A	3 101 800	- 6,2	- 13,2
Catégories B, C	2 266 500	- 0,2	+ 5,9
Catégories A, B, C	5 368 200	- 3,8	- 6,0

Source : STMT, Pôle Emploi, DARES Calcul des CVS-CJO : DARES

(1) Les catégories de demandeurs d'emploi :

Catégorie A : en recherche active, disponibles, sans emploi Catégories B, C: en recherche active, en activité réduite Catégories A. B. C : en recherche active

Direction régionale

de l'économie, de l'emploi.

du travail et des solidarités (DREETS) des Pays de la Loire Directeur de publication : Marie-Pierre DURAND

Réalisation: Service Etudes, Statistiques, Evaluation (SESE) - Tél.: 02.53.46.79.07

Retrouvez nos publications sur : https://pays-de-la-loire.dreets.gouv.fr/

Janvier 2021



La demande d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

nnées CVS-CJO	Pa	ys de la Lo	oire	Fra	nce
	T4	Var. (ei	ո %) sur	Var. (er	ո %) sur
Catégorie A	2021	1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Hommes	73 610	- 8,0	- 17,8	- 6,5	- 13,8
< 25 ans	12 050	- 9,1	- 20,5	- 9,0	- 18,0
25 - 49 ans	42 090	- 8,6	- 19,4	- 7,1	- 15,4
50 ans et plus	19 480	- 6,0	- 12,3	- 4,2	- 8,4
Femmes	73 830	- 6,5	- 16,0	- 5,9	- 12,5
< 25 ans	11 060	- 6,8	- 18,1	- 7,9	- 17,5
25 - 49 ans	42 480	- 7,2	- 17,7	- 6,4	- 13,4
50 ans et plus	20 290	- 4,6	- 10,7	- 4,0	- 8,1
Total	147 440	- 7,3	- 16,9	- 6,2	- 13,2
< 25 ans	23 110	- 8,0	- 19,4	- 8,5	- 17,8
25 - 49 ans	84 560	- 8,0	- 18,6	- 6,7	- 14,4
50 ans et plus	39 770	- 5,3	- 11,5	- 4,1	- 8,2

Sources : STMT - Pôle Emploi, DARES Calcul des CVS-CJO : DARES

Données CVS-CJO	Pay	Pays de la Loire			France	
	T4	Var. (er	ո %) sur	Var. (er	ı %) sur	
Catégories A, B, C	2021	1 trim.	1 an	1 trim.	1 an	
Hommes	137 400	- 4,6	- 8,5	- 4,0	- 6,6	
< 25 ans	21 130	- 7,4	- 14,3	- 6,7	- 12,7	
25 - 49 ans	83 080	- 4,9	- 9,3	- 4,3	- 7,3	
50 ans et plus	33 190	- 2,2	- 2,2	- 1,8	- 1,4	
Femmes	162 610	- 3,8	- 7,7	- 3,6	- 5,5	
< 25 ans	21 670	- 5,0	- 14,2	- 5,6	- 12,2	
25 - 49 ans	96 630	- 4,3	- 8,5	- 3,9	- 5,9	
50 ans et plus	44 310	- 2,2	- 2,1	- 2,0	- 1,5	
Total	300 020	- 4,2	- 8,1	- 3,8	- 6,0	
< 25 ans	42 800	- 6,2	- 14,2	- 6,2	- 12,5	
25 - 49 ans	179 720	- 4,6	- 8,9	- 4,1	- 6,6	
50 ans et plus	77 500	- 2,2	- 2,1	- 1,9	- 1,5	

Sources : STMT - Pôle Emploi, DARE Calcul des CVS-CJO : DARES

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Pays de la Loire			France	
	T4	Var. (er	ո %) sur	Var. (er	ı %) sur
Catégories A, B, C	2021	1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Moins de 1 an	149 950	- 3,5	- 8,0	- 3,3	- 5,9
ELD:					
1 à 2 ans	57 530	- 9,3	- 17,4	- 7,9	- 14,1
2 à 3 ans	33 030	- 2,9	- 2,2	- 1,8	- 0,3
3 ans et plus	59 510	- 1,5	- 0,7	- 1,6	- 0,1
Total DELD	150 070	- 4,9	- 8,2	- 4,3	- 6,1
art des DELD	50 %	-0,4 pt	-0,1 pt	-0,3 pt	-0,1 pt

Sources : STMT - Pôle Emploi, DARES Calcul des CVS-CJO : DARES

Les demandeurs d'emploi indemnisés en France métropolitaine

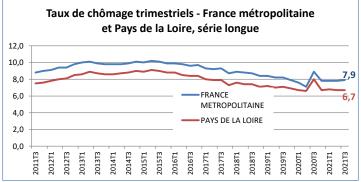
Données cvs	T3 2021	T2 2021	T3 2020
Assurance chômage	2 585 600	2 977 600	2 770 900
Solidarité Etat	332 500	287 700	347 100
Autres*	130 100	108 000	117 600
Total des DE indemnisés	3 048 200	3 373 300	3 235 600
Formation	227 300	198 000	177 000
Au T2 2021			
Part des DE indemnisables au titre d	65,8%		
Part des DE indemnisés parmi les DE	indemnisables *	**	70,1%

Source : Fichier national des allocataires (FNA) et Fichier historique statistique (FHS)

Champ : France métropolitaine

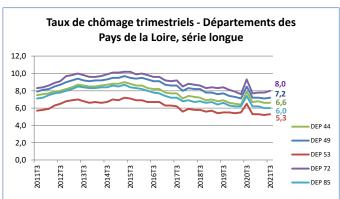
Les taux de chômage

Taux de chômage - Région et France



Source INSEE, taux trimestriels cvs, données susceptibles de révision

Taux de chômage - Départements



Source INSEE, taux trimestriels cvs, données susceptibles de révision

^{*} Autres : ARE et AREF sous conv. de gestion, rému. formation, rému. de fin de formation

^{**} Part des DE indemnisables : total des DE indemnisables / DEFM de Cat. A, B, C.

^{***} Part des DE indemnisés : total des DE indemnisés / DE indemnisables

Les flux d'entrées à Pôle emploi par motif

Données CVS-CJO	Pay	s de la Lo	oire	Fra	ince
	Nb moyen	Var. (en %)		Var. (en %)	
Catégories A, B, C	2021 T4	trim.	annuelle	trim.	annuelle
Fin de CDD	5 230	- 2,2	- 3,3	+ 10,5	- 3,6
Fin de mission d'intérim	1 960	+ 4,8	+ 2,1	- 3,8	+ 16,0
Démission	1 540	+ 9,2	+ 19,4	+ 10,6	+ 13,6
Rupture conventionnelle	2 010	- 1,0	- 2,4	+ 1,4	- 4,4
Licenciement économique	410	- 8,9	+ 7,9	+ 15,3	- 2,0
Autre licenciement	1 840	+ 9,5	+ 1,7	- 1,5	- 1,2
Première entrée ⁽¹⁾	1 770	+ 0,6	- 6,8	- 10,2	- 14,5
Retour d'inactivité ⁽²⁾	4 250	- 3,6	+ 6,8	- 3,0	+ 1,9
Réinscription rapide ⁽³⁾	4 370	- 4,0	+ 0,9	+ 1,3	+ 20,3
Autres motifs ⁽⁴⁾	1 640	- 4,1	+ 5,1	+ 4,5	+ 8,1
Motif indéterminé	2 130	- 9,0	- 6,2	+ 1,1	- 1,3
Total	27 140	- 1,5	+ 0,8	+ 1,6	+ 2,7

Les flux de sorties à Pôle emploi par motif

Données CVS-CJO	Pay	/s de la Lo	oire	Fra	ance
	Nb moyen	Var.	(en %)	Var.	(en %)
Catégories A, B, C	2021 T4	trim.	annuelle	trim.	annuelle
Reprise d'emploi déclarée	7 710	- 5,0	+ 17,0	+ 6,6	+ 5,4
Entrée en stage, en formation	2 910	- 21,8	- 2,0	+ 6,6	+ 5,5
Arrêt de recherche ⁽⁵⁾	3 300	+ 3,4	+ 17,9	+ 7,4	+ 7,0
Défaut d'actualisation	12 110	+ 1,7	+ 4,9	+ 9,0	- 0,4
Radiation administrative	2 870	+ 14,8	+ 51,1	+ 28,4	+ 65,0
Autres cas ⁽⁶⁾	2 130	+ 0,5	- 3,2	+ 1,2	+ 4,7
Total	31 030	- 1,6	+ 10,8	+ 8,6	+ 6,0

- (5) maternité, maladie, retraite
- (6) Déménagement, absence supérieure à 35 jours, etc.

- (1) Inscription à Pôle Emploi d'une pers. qui se présente pour la 1ère fois sur le marché du travail
- (2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation
- (3) Réinscription après sortie de courte durée (pour défaut d'actualisation, radiation adm., période d'inactivité)
- (4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi
- En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent différer très légèrement de la somme des sous-totaux



Contrats aidés, alternance et insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Pay	s de la Loi	re	France
	T4	Cumul	Réalisé (%) /	Réal.(%) /
	2021	2021	objectif 2021	obj. 2021
Contrats aidés :				
CIE Jeunes	2 594	4 196	99,9	122,8
PEC Jeunes	610	1 105	60,3	75,1
PEC Tous publics	1 589	2 312	91,5	88,7
Dont PEC QPV - ZRR	469	795	71,9	85,1
Mesures d'accompagnement :			Var.(%) / 1a.	Var.(%) / 1a.
PACEA	5 261	15 074	+ 28,8	+ 29,2
Dont Garantie Jeunes	1 884	5 039	+ 76,3	+ 82,3
Dont résidents QPV	192	514	+ 74,8	+ 78,7
	Pay	s de la Loi	re	France
	Entrées juillet à	Cum. sur	Var. (%) /	Var.(%) /
Contrats d'apprentissage	sept-21	12 mois	cumul 2020	cum. 2020
Secteur privé et public ensemble	36 762	44 588	+ 46,6	+ 50,1

Les bénéficiaires présents dans les dispositifs

Données provisoires	Pays d	e la Loire	France
Stocks en moy. trim.	T4	Var. (%) /	Var.(%) /
	2021	2020 T4	2020 T4
Contrats aidés :			
CAE - PEC	2 772	+ 29,9	+ 26,0
Mesures d'accompagner	nent :		_
PACEA	19 372	+ 20,2	+ 24,2
Garantie Jeunes	5 062	+ 69,9	+ 80,8

Les entrées dans l'insertion par l'activité économique

Données provisoires	Pa	·e	France	
	Avril à	Cum. sur	Var. (%) /	Var.(%) /
	juin-21	12 mois	cumul 2020	cum. 2020
IAE (insertion par l'activité économique)				
Toutes structures	4 605	17 342	+ 16,7	+ 17,8
Dont ACI (ateliers et chantiers d'ins°)	2 099	8 022	+ 11,6	+ 12,7
Dont AI (associations intermédiaires)	1 273	4 637	+ 23,7	+ 20,2
Dont EI (entreprises d'insertion)	757	2 955	+ 9,4	+ 13,8
Dont ETTI (entrp. de trav. temp. d'ins°)	476	1 728	+ 41,2	+ 51,6

Les apprentis inscrits en CFA

	Pays d	le la Loire	France
	Rentrée	Var. (%) /	Var.(%) /
	2020	rentrée 2019	rent 2019
Nombre d'apprentis			
Apprentis	42 899	+ 26,9	+ 30,9
Poids de l'apprentissage	parmi les 16-2	29 ans, rentrée 2	020
	Pays d	le la Loire	France
Pds de l'apprentissage	6,7%		5,6%

Sources :

CIE (Contrat Initiative Emploi) - PEC (Parcours Emploi Compétences) : DGEFP
PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : i-Milo et DGEFP
Contrats d'apprentissage, entrées : DARES, Site PoEm (Politiques de l'Emploi)
Contrats d'apprentissage, stocks : Ed Nat, Depp, note d'information n°21.30, juil. 2021
IAE : ASP, traitement DARES



Indicateurs de conjoncture

Les défaillances d'entreprises

Nombre de jugements d'ouverture de procédures collectives

	Pays de la Loire					
	Compar. 202	1 T4 / 2020 T4	Cumul depuis janvie			
	4ème trim.	Var. (%) sur	Cumul	Var. (%)		
	2021	2020 T4	2021	sur 2020		
Sauvegarde	5	- 84,4	44	- 70,1		
Redressement Jud.	90	- 53,1	362	- 50,4		
Toutes Liquidat° jud.	268	- 5,6	930	- 17,9		
Tous jugements	363	- 28,5	1 336	- 33,5		
Nb emplois impactés sauveg.	7	- 97,1	440	- 86,5		
Nb emplois impactés RJ	313	- 87,8	1710	- 73,7		
Nb emplois impactés LJ	470	+ 5,6	1992	- 89,7		
Tous emplois	790	<i>- 75,7</i>	4 142	- 85,8		

Source: Conseil National des Greffiers des Tribunaux de Commerce (CNGTC)

ns: non significatif

Sauvegarde : la procédure de sauvegarde est réservée aux entreprises ou débiteurs personnes physiques qui ne sont pas en état de cessation des paiements mais qui rencontrent des difficultés qu'ils ne peuvent surmonter et qui sont de nature à les conduire à la cessation de leurs paiements (impossibilité de faire face au passif exigible avec l'actif disponible). L'objectif de cette procédure est de permettre la poursuite de l'activité, le maintien de l'emploi et l'apurement du passif, en procédant à une réorganisation de l'entreprise dans le cadre d'un plan arrêté par le Tribunal.

RJ - Redressement Judiciaire : la procédure de redressement judiciaire doit être mise en œuvre par toute entreprise en situation de cessation de paiement. Elle permet la poursuite de l'activité de l'entreprise, le maintien de l'emploi et l'apurement du passif. Elle donne lieu à un plan arrêté par jugement à l'issue d'une période d'observation.

LJ - Liquidation Judiciaire : si l'entreprise ne peut être redressée, elle devra fermer ; c'est la procédure de liquidation judiciaire. Le tribunal compétent est soit le tribunal de commerce, soit le tribunal de grande instance si le dirigeant n'est inscrit ni au registre du commerce et des sociétés, ni au registre des métiers.

L'impact des Plans de Sauvegarde de l'Emploi et des Ruptures Conventionnelles Collectives

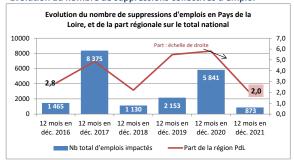
Nombre d'emplois dont la suppression est envisagée lors du dépôt de la demande de validation ou d'homologation

Nb d'emplois impactés		Pays de la Loire		France	
en région *	4ème trim.	Cumul sur 12 m.	Ecart (%) sur 12 m	Ecart (%) sur 12	
	2021	à fin déc. 2021	à fin déc. 2021	m. fin déc. 202	
Industrie	37	433	- 83,7	- 65,4	
BTP	0	2	- 97,1	- 51,3	
Tertiaire	8	438	- 85,9	- 50,3	
Tous secteurs (y compris agriculture)	45	873	- 85,1	- 55,7	

Source : DGEFP, Système d'information dédié aux Plans de sauvegarde de l'emploi

et Ruptures Conventionnelles Collectives - Impact régional même si la procédure est gérée par une autre Dreets

Evolution du nombre de suppressions collectives d'emploi



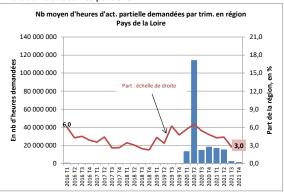
La demande d'activité partielle

Nombre d'heures autorisées

		Pays de la Loire		France
	Décembre	Nbre moyen des	Var. (%) cumul	Var. (%) cumul
	2021	12 derniers	12 mois / année	12 mois/année
		mois	précédente	précédente
Industrie	723 411	1 574 492	- 83,8	- 80,7
BTP	184 596	329 527	- 92,6	- 89,4
Tertiaire	682 902	7 137 271	- 72,5	- 62,8
Tous secteurs	1 597 922	9 089 196	- 77,5	- 66,4
(y compris agriculture)				

Source · DARES/DREETS

Evolution de l'activité partielle



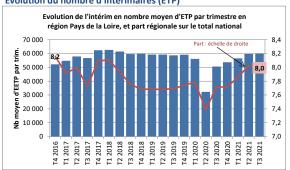
Le travail temporaire

Nombre d'emplois équivalents temps plein

		Pays de la Loire		France
	3ème trim.	Nbre moyen du	Ecart (%) sur	Ecart (%) sur
	2021	3ème trimestre	1 an	1 an
	(nombre moyen)	2020	(3ème trim. 2020)	(3ème trim. 2020)
Industrie	28 146	22 797	+ 23,5	+ 17,5
BTP	9 561	9 139	+ 4,6	+ 3,3
Tertiaire	21 846	18 357	+ 19,0	+ 17,0
Tous secteurs	59 942	50 623	+ 18,4	+ 14,4
(y compris agriculture)				

Source : Dares - Traitement : DARES / DREETS, données cvs

Evolution du nombre d'intérimaires (ETP)



Les salariés en entreprise

(Etablissements du secteur marchand)

Pays de la Loire			Effecti	fs salariés du	secteur march	and		
3ème trimestre 2021		Pays de	la Loire		France Métropolitaine			
	Nbre de	Poids sur	Evolution s		Nbre de	Poids sur	Evolution s	
	salariés	total activités	en nbre	en %	salariés	total activités	en nbre	en %
Agriculture (prov.)	28 159	2,7	+ 837	+ 3,1	312 321	1,8	+ 4 743	+ 1,5
Industrie	253 768	24,0	+ 762	+ 0,3	3 114 900	17,7	+ 756	+ 0,0
Construction	93 649	8,9	+ 3 086	+ 3,4	1 490 126	8,5	+ 41 680	+ 2,9
Tertiaire marchand hors intérim	616 488	58,3	+ 16 007	+ 2,7	11 883 766	67,6	+ 338 594	+ 2,9
Intérim	65 228	6,2	+ 7 954	+ 13,9	776 730	4,4	+ 73 654	+ 10,5
TOTAL SECTEURS MARCHANDS	1 057 292	100,0	+ 28 647	+ 2,8	17 577 844	100,0	+ 459 427	+ 2,7
Pour informat° : Tertiaire non marchand	432 174		+ 1 944	+ 0,5	8 090 255		+ 92 557	+ 1,2
Pour informat° : Total avec tertiaire non march ^d	1 489 466		+ 30 590	+ 2,1	25 668 098		+ 551 985	+ 2,2

Source: Insee, estimations d'emploi; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee

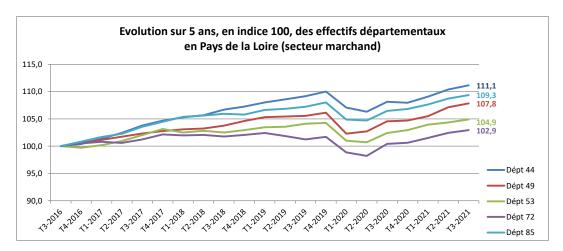
Avertissement: L'introduction de la Déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut transitoirement affecter les comportements déclaratifs des entreprises. Durant la phase de montée en charge de la DSN, des adaptations sont réalisées dans la chaîne de traitement statistique des estimations d'emploi afin de tenir compte de ces changements. Ces modifications sont susceptibles de générer des révisions accrues sur les données.

Par ailleurs, depuis le premier trimestre 2017, les données sont établies en coproduction avec les Urssaf (champ privé hors intérim) et la Dares (sur l'intérim). À partir de la validité du premier trimestre 2018, le champ des estimations trimestrielles d'emploi localisé est étendu à l'ensemble de l'emploi salarié et aux départements d'outre-mer (hors Mayotte). Sont ainsi ajoutés les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs. »

Evolution de l'emploi dans les départements et poids sur le total régional

Départements des Pays de la Loire			Effecti	fs salariés du	secteur marcha	and		
3ème trimestre 2021	Nbre de salariés	Poids sur total	Evolution su en nbre	r un trim. en %	Evolution so	ur un an en %	Pour mémoi du même	•
		régional					Nb sal.	Poids/rég.
Loire-Atlantique	438 062	41,4	+ 2 992	+ 0,7	+ 11 918	+ 2,8	426 144	41,4
Maine-et-Loire	212 135	20,1	+ 1 423	+ 0,7	+ 6 486	+ 3,2	205 649	20,0
Mayenne	79 779	7,5	+ 432	+ 0,5	+ 1 892	+ 2,4	77 887	7,6
Sarthe	139 916	13,2	+ 649	+ 0,5	+ 3 415	+ 2,5	136 501	13,3
Vendée	187 400	17,7	+ 1 108	+ 0,6	+ 4 936	+ 2,7	182 464	17,7

Source: Insee, estimations d'emploi; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee - Champ: secteur marchand



^{*} Pour l'intérim, les écarts annuels sont mesurés en fin de trimestre par l'Insee, ils ne sont pas comparables aux écarts mesurés en moyenne trimestrielle par la Dreets.



Les données départementales

Les demandeurs d'emploi

	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	Pays de la Loire
DEFM Cat. A au T4 2021	57 050	33 520	9 080	24 630	23 160	147 440
Variation (%) sur 1 trim.	- 6,8	- 7,9	- 7,3	- 6,2	- 8,7	- 7,3
Variation (%) sur 1 an	- 17,6	- 16,5	- 16,3	- 13,7	- 19,2	- 16,9
Hommes	28 970	16 330	4 620	12 320	11 370	73 610
Femmes	28 080	17 190	4 460	12 310	11 800	73 830
< 25 ans	8 260	5 400	1 640	4 380	3 420	23 110
25-49 ans	34 520	19 110	5 100	13 670	12 160	84 560
> 50 ans	14 270	9 010	2 330	6 580	7 580	39 770
DELD (Cat. A, B, C)	56 410	35 250	9 120	23 730	25 570	150 070
Taux de chômage 3ème trim.	6,6	7,2	5,3	8,0	6,0	6,7

Sources : STMT - Pôle emploi, DARES

Les difficultés des entreprises

	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	Pays de la Loire
Défaillances 2021 T4						
Nb de Sauv + RJ + LJ	166	72	18	45	62	363
Evolution annuelle (%)	- 1,8	- 48,6	- 35,7	- 43,8	- 31,9	- 28,5
Sauvegardes	2	1	0	1	1	5
Redressements Jud.	46	14	1	12	17	90
Liquidations Jud.	118	57	17	32	44	268
Activité partielle 2021 T4						
Nbre d'heures autorisées	1 329 606	1 680 540	70 216	661 585	415 011	4 156 959
Evol. / 2020 T4 (en %)	- 94,6	- 85,4	- 98,0	- 88,7	- 95,9	- 92,5
PSE - RCC 2021 T4						
Nb d'emplois impactés	11	1	2	31	0	45
Cumul 12 mois déc. 2021	503	105	18	149	98	873
Evol° ann. / 12 mois préc.	- 85,9	- 83,5	- 91,1	- 66,0	- 90,2	- 85,1

Sources : voir détail page 4

Les politiques d'emploi

Entrées cumulées des trois derniers mois disponibles	Loire-At	lantique	Maine-	et-Loire	May	enne	Sar	rthe	Ver	ıdée	Pays de	la Loire
CIE Jeunes PEC Jeunes 2021 T4	834	187	476	116	256	51	513	125	515	131	2 594	610
PEC tous publics dont QPV-ZRR	514	88	312	93	158	60	368	160	237	68	1 589	469
Contr d'app, entrées 2021T3 Cumul sur 12 mois		4 143 7 512		7 735 9 336		3 285 3 932		4 525 5 572		7 074 8 236		6 762 4 588
IAE, entrées sur 3 puis 12 mois	sur 3 mois	sur 12 mois	sur 3 mois	sur 12 mois	sur 3 mois	sur 12 mois	sur 3 mois	sur 12 mois	sur 3 mois	sur 12 mois	sur 3 mois	sur 12 mois
ACI (ateliers et chantiers d'ins.)	744	2 759	426	1 624	230	898	362	1 427	337	1 314	2 099	8 022
AI (associations intermédiaires)	307	1 229	502	1 812	20	42	91	323	353	1 231	1 273	4 637
EI (entreprises d'insertion)	219	918	292	1 189	59	200	97	337	90	311	757	2 955
ETTI (ent. de trav. temp. d'ins.)	196	636	108	415	44	195	68	222	60	260	476	1 728

IAE : données cumulées sur les mois de Avr. 2021 à Juin 2021, puis de Juil. 2020 à Juin 2021

Sources : voir détail page 3

Les effectifs salariés dans les grands secteurs d'activité

(Etablissements du secteur marchand)

3ème trimestre 2021	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	Pays de la Loire
Agriculture : non communicables	nc	nc	nc	nc	nc	nc
Industrie						
Effectif	78 116	54 897	24 365	39 746	56 644	253 768
Evol. trim. précédent (en %)	+ 0,2	+ 0,1	- 0,1	+ 0,3	+ 0,2	+ 0,2
Evol. sur 3ème trim. 2020	+ 1,0	+ 0,2	- 1,1	+ 0,5	- 0,2	+ 0,3
Construction						
Effectif	37 942	18 198	7 267	10 422	19 821	93 649
Evol. trim. précédent (en %)	- 0,0	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Evol. sur 3ème trim. 2020	+ 3,2	+ 4,0	+ 1,8	+ 4,6	+ 3,3	+ 3,4
Tertiaire marchand sans int.						
Effectif	289 064	115 522	40 613	77 598	93 692	616 488
Evol. trim. précédent (en %)	+ 0,8	+ 1,1	+ 0,7	+ 0,6	+ 0,6	+ 0,8
Evol. sur 3ème trim. 2020	+ 2,2	+ 3,2	+ 3,2	+ 3,1	+ 3,0	+ 2,7
Total marchand						
Effectif	438 062	212 135	79 779	139 916	187 400	1 057 292
Evol. trim. précédent (en %)	+ 0,7	+ 0,7	+ 0,5	+ 0,5	+ 0,6	+ 0,6
Evol. sur 3ème trim. 2020	+ 2,8	+ 3,2	+ 2,4	+ 2,5	+ 2,7	+ 2,8
Intérim ETP (au dép ^t utilisateur)	21 197 + 14,0	11 981 + 21,0	5 440 + 23,7	9 050 + 13,1	12 274 + 26,1	59 942 + 18,4
dont Industrie	7 434 + 17,3	5 578 + 30,0	3 362 + 25,2	4 766 + 14,8	7 006 + 31,3	28 146 + 23,5
dont Construction	4 760 + 6,6	1 673 + 1,0	591 + 11,7	933 + 8,7	1 604 - 1,6	9 561 + 4,6
dont Tertiaire	8 917 + 15,6	4 575 + 20,3	1 444 + 23,9	3 297 + 11,4	3 613 + 33,0	21 846 + 19,0

Précision intérim : nb moyen trimestriel en ETP par grands secteurs, puis évol. annuelle

Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee

Minima sociaux et prestations sociales, repères

En France, fin 2019, 1,92 million de foyers bénéficient du **revenu de solidarité active (RSA)**, ce qui représente une hausse de 0,6 % par rapport à fin 2018. Les effectifs avaient déjà augmenté légèrement en 2018 (+1,1 %) après avoir diminué les deux années précédentes (-0,5 % en 2017 et, surtout, -4,3 % en 2016).

Fin 2020, 2,06 millions de foyers bénéficient du RSA, soit une hausse de 7,4 % en un an. Cette forte hausse est consécutive à la crise sanitaire. Avec les conjoints et les enfants à charge, 3,87 millions de personnes sont couvertes par le RSA fin 2019, soit 5,8 % de la population. 21 % des allocataires perçoivent aussi la prime d'activité.

En France, fin 2019, 351 500 personnes perçoivent l'allocation de solidarité spécifique (ASS). Délivrée sous condition de ressources et d'activité passée, elle est destinée aux demandeurs d'emploi ayant épuisé leurs droits à l'assurance chômage. Elle est la principale allocation chômage du régime de solidarité financé par l'État. La baisse du nombre de ses allocataires, amorcée en 2016, continue en 2019 (-7,4 % en un an), mais elle est moindre qu'en 2018 (-11,1 %).

En 2020, le nombre d'allocataires augmente (+0,9 %) pour atteindre 354 700 fin décembre. Cette hausse, une première depuis 2015, est liée à la crise sanitaire.

La prime d'activité est un complément de revenus d'activité s'adressant aux travailleurs aux revenus modestes, salariés ou non salariés, dès 18 ans. En France, fin 2019, 4,50 millions de foyers en bénéficient, soit une augmentation de 42,7 % en un an après une hausse de 10,9 % en 2018. Cette très forte augmentation est la conséquence de la revalorisation exceptionnelle de la prime d'activité au 1er janvier 2019, à la suite du mouvement social des Gilets jaunes.

Fin 2020, 4,58 millions de foyers bénéficient de la prime d'activité, soit une légère augmentation de 1,6 % en un an.

En France, fin 2019, 1,22 million de personnes bénéficient de l'allocation aux adultes handicapés (AAH), destinée à des adultes handicapés aux revenus modestes. Deuxième minimum social en nombre d'allocataires, après le RSA, les effectifs de l'AAH ne cessent d'augmenter depuis sa création, il y a plus de quarante ans. Sept allocataires sur dix sont des personnes seules et sans enfant.

Fin 2020, 1,24 million de personnes bénéficient de l'AAH, soit une augmentation de 1,3 % en un an.

Source : PANORAMAS DE LA DREES (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques) - SOCIAL - Minima sociaux et prestations sociales - Ménages aux revenus modestes et redistribution - ÉDITION 2021

Minima sociaux et prestations sociales en Pays de la Loire

Les bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA)

	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	Pays de la Loire
Bénéf. du RSA au T3 2021	31 020	15 630	3 967	12 907	7 143	70 667
Variation (%) sur 1 an	- 5,6	- 8,3	- 9,2	- 2,6	- 12,4	- 6,6
Part (%) sur le total régional	43,9	22,1	5,6	18,3	10,1	100,0

Source : DREES, tableau de bord, suivi mensuel des prestations de solidarité pendant la crise sanitaire

Les bénéficiaires de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS)

	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	Pays de la Loire
Bénéf. de l'ASS au T3 2021	4 363	3 170	853	2 410	2 517	13 313
Variation (%) sur 1 an	- 4,1	- 9,7	- 8,9	- 8,9	- 9,1	- 7,6
Part (%) sur le total régional	32,8	23,8	6,4	18,1	18,9	100,0

Source : DREES, tableau de bord, suivi mensuel des prestations de solidarité pendant la crise sanitaire

Les bénéficiaires de la Prime d'Activité (PA)

	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	Pays de la Loire
Bénéf. de la PA au T3 2021	97 910	59 050	20 023	39 347	44 503	260 833
Variation (%) sur 1 an	+ 2,0	- 0,2	+ 1,5	+ 4,0	+ 0,3	+ 1,4
Part (%) sur le total régional	37,5	22,6	7,7	15,1	17,1	100,0

Source : DREES, tableau de bord, suivi mensuel des prestations de solidarité pendant la crise sanitaire

Les bénéficiaires de l'Allocation aux Adultes Handicapés (AAH)

	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	Pays de la Loire
Bénéf. de l'AAH au T3 2021	22 043	11 213	4 547	8 723	10 240	56 767
Variation (%) sur 1 an	- 0,4	+ 0,6	+ 2,3	+ 2,3	+ 2,4	+ 0,9
Part (%) sur le total régional	38,8	19,8	8,0	15,4	18,0	100,0
` '	•		•	,	•	

Source : DREES, tableau de bord, suivi mensuel des prestations de solidarité pendant la crise sanitaire